

# Bulletin trimestriel n°12

bulletin  
OBSERVATOIRE CHINE 2017/2018

**Bulletin trimestriel n°12/12 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine**

Cycle 2017-2018, Mars 2018

par Camille Liffra

## SOURCES CHINOISES :

- JIANG Ruiping (江瑞平)<sup>1</sup>, « **Comment résoudre la question de l'impact du conflit commercial sino-américain sur l'Asie orientale?** » (如何化解中美经贸冲突对东亚的影响), *World Affairs* (世界知识), n°10, mai 2018, pp. 62-63.
- ZHAO Ke (赵柯)<sup>2</sup>, DING Yifan (丁一凡)<sup>3</sup>, « **Le déséquilibre des relations sino-européennes : Analyse du réajustement de la politique de l'Europe envers la Chine** » (失衡”的中欧关系 : 解析欧盟对华政策调整), *Contemporary World* (当代世界), n°6, avril 2018, pp. 14-17.
- HUO Jianguang (霍建岗)<sup>4</sup>, « **Le développement des relations sino-japonaises à « l'ère de la mondialisation »** (发展“全球化时代”的中日关系), *Global Times* (环球时报), 9 mai 2018, <http://opinion.huanqiu.com/hqpl/2018-05/11996662.html>
- YU Haiqiu (余海秋)<sup>5</sup>, « **Nouvelle donne politique en Malaisie et perspective sur la coopération sino-malaise** » (马来西亚政党政治的新格局与中马合作前景), *Contemporary World* (当代世界), n°8, juin 2018, pp.60-63.
- LI Minwang (林民旺), « **Défis et impact de la relation triangulaire Chine-Inde-Pakistan sur le développement de l'Organisation de coopération de Shanghai** » (中印巴三角关系对上合组织发展的影响与挑战), *World Affairs* (世界知识), n°11, juin 2018.
- WANG Zhimin (王志民)<sup>6</sup>, CHEN Yuanhang (陈远航)<sup>7</sup>, « **La coopération sino-russe dans la construction de la route de la soie polaire : opportunités et difficultés** » (中俄打造“冰上丝绸之路”的机遇与挑战), *North East Asia Forum* (东北亚论坛), n°2, mai 2018, pp. 17-33.
- AN Chunying (安春英)<sup>8</sup>, « **La coopération sino-africaine sous la perspective de la sécurité non traditionnelle** » (非传统安全视阈下的中非安全合作), *Contemporary World* (当代世界), n°7, mai 2018, pp. 50-53.
- XIAO He (肖河)<sup>9</sup>, « **La gouvernance de la sécurité privée internationale et la protection des intérêts de la Chine à l'étranger** » (国际私营安保治理与中国海外利益保护), *World Economics and Politics* (国际政治经济学), n°1, 2018, pp. 94-116.

1 - Professeur et directeur adjoint de l'Institut de diplomatie de Pékin.

2 - Professeur associé au Centre de recherche en stratégie internationale de l'Ecole centrale du Parti Communiste chinois.

3 - Chercheur à l'Institut de recherche sur le développement mondial rattaché au Conseil des affaires de l'Etat.

4 - Chercheur associé à l'Institut d'études japonaises du CICIR (China Institute of Contemporary International Relations).

5 - Chercheur à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est (Kunming).

6 - Directeur du centre de recherche sur la modernisation de la Chine et la mondialisation de l'Université d'économie et de commerce international de Pékin (UIBE).

7 - Assistant de recherche à l'UIBE.

8 - Chercheur à l'Institut d'études africaines et du Moyen Orient de l'Académie chinoise des sciences sociales.

9 - Chercheur à l'Institut d'économie et de politique mondiale de l'Académie chinoise des sciences sociales.

JIANG Ruiping (江瑞平)<sup>10</sup>, « **Comment résoudre la question de l'impact du conflit commercial sino-américain sur l'Asie orientale?** » (如何化解中美经贸冲突对东亚的影响), *World Affairs* (世界知识), n°10, mai 2018, pp. 62-63.

Jiang Ruiping s'inquiète dans cet article des répercussions négatives des frictions commerciales sino-américaines sur l'équilibre de l'Asie orientale. Ces tensions ne feront très certainement qu'aboutir selon lui à une situation de « perdant-perdant ». Les sanctions économiques et commerciales imposées par les Etats-Unis pour faire face à leur important déficit commercial avec la Chine (47,1% selon l'auteur en 2017) sont en effet susceptibles de déstabiliser profondément la région dans le contexte actuel. Le chercheur prédit notamment un ralentissement général de la croissance économique en Asie orientale lié à la réduction drastique des importations américaines en provenance de Chine. En effet, il est fort peu probable, estime Jiang Ruiping, que les autres pays de la région, et en particulier les pays de l'ASEAN, profitent d'un transfert des importations américaines vers leurs économies. Outre la volonté de Donald Trump de favoriser la production nationale, certaines économies d'Asie orientale ne sont pas en mesure d'absorber le niveau d'importations venant de Chine, à la fois en termes de volume mais aussi en termes de qualité pour certains domaines comme celui des hautes technologies. Malgré ces graves dangers, le conflit économique sino-américain pourrait représenter également « une force motrice pour la résurgence de la coopération régionale en Asie orientale » et encourager les pays asiatiques à « se serrer à nouveau les coudes ». Jiang Ruiping évoque notamment l'attitude du Japon ou encore celle de l'Inde ou de la Corée du sud qui ont récemment manifesté une attitude plus ouverte à la coopération. Le chercheur, en faisant référence au discours de Xi Jinping du 10 avril au Forum de Bao'ao, appelle les pays de la région à élaborer ensemble des contre-mesures appropriées et se concentrer sur le renforcement de la coopération dans le cadre de la BRI.

ZHAO Ke (赵柯)<sup>11</sup>, DING Yifan (丁一凡)<sup>12</sup>, « **Le déséquilibre des relations sino-européennes : Analyse du réajustement de la politique de l'Europe envers la Chine** » (失衡”的中欧关系 : 解析欧盟对华政策调整), *Contemporary World* (当代世界), n°6, avril 2018, pp. 14-17.

Zhao Ke et Ding Yifan considèrent que la relation sino-européenne est actuellement en train de se « déséquilibrer ». Si les relations bilatérales entre les

10 - Professeur et directeur adjoint de l'Institut de diplomatie de Pékin.

11 - Professeur associé au Centre de recherche en stratégie internationale de l'Ecole centrale du Parti Communiste chinois.

12 - Chercheur à l'Institut de recherche sur le développement mondial rattaché au Conseil des affaires de l'Etat.

pays membres de l'Union européenne (UE) et la Chine s'approfondissent, la relation générale de l'UE avec la Chine se détériore. Cette évolution est directement liée selon eux à la position récemment adoptée par l'Europe vis-à-vis de la Chine. Cette position relève d'une « logique d'opposition » (对抗性思维) visant à faire pression sur la Chine en jouant de « l'avantage global des pays occidentaux ». Les membres de l'UE se serviraient des institutions européennes non dans une volonté de coopération et de compréhension mutuelle avec la Chine mais comme un outil pour maximiser leurs propres intérêts économiques. De fait, expliquent les auteurs, les critiques adressées par l'UE à l'égard des mesures protectionnistes de Trump ne signifient en aucun cas qu'elle refusera de rejoindre les Etats-Unis dans la guerre commerciale menée contre la Chine. En définitive, l'Europe et les Etats-Unis ont la même « pensée archaïque de confrontation » ; la seule différence étant que, contrairement à la guerre commerciale ouverte lancée par Trump, les européens mèneraient des « guerres commerciales invisibles ». La conclusion de l'article est relativement sombre quant à l'avenir de la relation sino-européenne qui se retrouve « court-circuitée » par le réajustement politique opéré par l'Europe. La Chine a toutefois l'opportunité de faire pression à son tour sur les pays européens en tâchant d'influencer à l'intérieur de l'UE les décisions qui mettent en jeu les intérêts de la Chine.



HUO Jiangang (霍建岗)<sup>13</sup>, « **Le développement des relations sino-japonaises à « l'ère de la mondialisation »** (发展“全球化时代”的中日关系), *Global Times* (环球时报), 9 mai 2018, <http://opinion.huanqiu.com/hqpl/2018-05/11996662.html>

La visite au début du mois de mai de Li Keqiang au Japon à l'occasion de la réunion tripartite entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud est accueillie avec un relatif optimisme par Huo Jiangang qui adopte dans son article une position profondément antijaponaise. La visite pourrait en effet augurer un apaisement historique des relations sino-japonaises et en particulier des différends maritimes. Selon Huo Jiangang, le Japon semblerait enfin avoir pris conscience que, dans le contexte actuel de la mondialisation, les relations sino-japonaises doivent se développer selon une approche pragmatique et bénéfique pour les deux parties. Il rend en effet le Japon responsable du mauvais état des relations bilatérales ces dernières années. Le fond du problème résidait selon lui dans l'incapacité du Japon à s'adapter à la mondialisation et à concevoir une mondialisation fondée sur le principe « gagnant gagnant ». Or, d'après l'auteur, c'est uniquement cette conception qui permettra de maintenir la stabilité économique et la santé boursière du Japon, très dépendantes du commerce extérieur avec la Chine. Le Japon aurait également nié ce principe dans le domaine de la sécurité en ayant tendance à privilégier la sécurité dans son étroite conception militaire au détriment de

13 - Chercheur associé à l'Institut d'études japonaises du CICIR (China Institute of Contemporary International Relations).

la sécurité non traditionnelle. Il apparaît désormais nécessaire d'approfondir « la coopération pragmatique » (务实合作) entre la Chine et le Japon. Le domaine économique, un fondement selon l'auteur de la stabilisation des relations politiques bilatérales, reste une priorité. Il s'agit de former « un réseau d'intérêts gagnant-gagnant » en élargissant la coopération dans le domaine de l'énergie, de la protection environnementale, de la finance et des soins médicaux modernes. Deuxièmement, l'auteur suggère de renforcer la coopération bilatérale pour mieux résister aux sanctions commerciales de l'administration américaine Trump dont sont victimes les deux pays. Il préconise également l'adoption par le Japon du « nouveau concept de sécurité asiatique » prôné par Xi Jinping. Enfin, le Japon devrait faire preuve de prudence quant à certains points de tensions avec la Chine en prenant en compte les sentiments de l'opinion publique chinoise, en particulier au sujet des souffrances endurées pendant les périodes de guerres.



YU Haiqiu (余海秋)<sup>14</sup>, « **Nouvelle donne politique en Malaisie et perspective sur la coopération sino-malaise** » (马来西亚政党政治的新格局与中马合作前景), *Contemporary World* (当代世界), n°8, juin 2018, pp.60-63.

Yu Haiqiu propose une analyse des résultats des élections générales en Malaisie du 9 mai et leurs conséquences politiques. La victoire de Mahathir Mahomad est accueillie de prime abord relativement favorablement par le chercheur chinois. Il estime en effet que la défaite historique de l'Organisation nationale de l'unité malaise (UMNO), parti au pouvoir depuis l'indépendance de 1957, permettra à moyen et long terme de favoriser les réformes économiques et l'ouverture du pays. Toutefois, ce renversement politique présente différents risques à court terme. En premier lieu, les enquêtes lancées par le nouveau gouvernement sur le scandale financier impliquant Najib Razak, le premier ministre sortant, pourraient avoir des répercussions négatives sur les projets de coopération sino-malais. Najib Razak est en effet accusé de corruption pour son implication dans le scandale financier 1MDB, un fond étatique malaisien qui servait de plateforme de financement à des grands projets d'infrastructures en coopération avec la Chine. En outre, la coalition menée par Mahathir est particulièrement composite et les différentes factions politiques qui la forment sont susceptibles de s'opposer sur de nombreux sujets et ainsi ralentir les réformes prévues. Par ailleurs, la purge de l'administration et la reconstruction du système administratif annoncée par Mahathir avec notamment l'annonce le 16 mai du licenciement de 17 000 fonctionnaires pourrait à court terme déstabiliser profondément le bon fonctionnement de l'administration. Enfin, si l'auteur se félicite de la volonté du nouveau gouvernement de supprimer des mesures de contrôle de l'expression publique mises en place sous Najib, il met en même temps en garde

14 - Chercheur à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est (Kunming).

contre le relâchement du contrôle de la « propagande occidentale » et la circulation d'informations mensongères sur les intentions de la Chine, renforçant la mauvaise idée de l'opinion publique malaise quant à la BRI. Pour limiter ces risques, Yu Haiqiu recommande de renforcer les interactions sino-malaises de haut niveau, coopérer en toute transparence dans les enquêtes sur les projets financés par la Chine ainsi qu'approfondir la communication et la coopération avec les groupes ethniques chinois de Malaisie.

Li Minwang (林民旺), «**Défis et impact de la relation triangulaire Chine-Inde-Pakistan sur le développement de l'Organisation de coopération de Shanghai** » (中印巴三角关系对上合组织发展的影响与挑战), *World Affairs* (世界知识), n°11, juin 2018.


Li Minwang met en garde contre les répercussions négatives de l'intégration officielle le 9 juin de l'Inde et du Pakistan dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En premier lieu, la dégradation dangereuse des relations entre l'Inde et le Pakistan depuis 2015 risque d'affecter le bon fonctionnement de l'OCS. La détérioration de la relation bilatérale a selon le chercheur profondément ralenti le processus d'intégration de la région sud-asiatique en bloquant notamment certains mécanismes de dialogue comme les sommets de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC). Par ailleurs, l'affaiblissement de la coopération stratégique sino-indienne pourrait également peser sur la bonne conduite des activités de l'OCS. Malgré de récents signes d'amélioration de la relation bilatérale avec notamment la rencontre entre Xi et Modi fin avril, Li Minwang déplore une baisse de la coopération sur les questions internationales, une intensification de la concurrence au niveau régional et un renforcement des différences bilatérales liés à des litiges frontaliers et des tensions commerciales. A ces difficultés s'ajoutent de fortes différences de cultures politiques et diplomatiques qui risquent de complexifier encore davantage la recherche de consensus parmi les membres de l'OCS. Certes, reconnaît l'auteur, l'Inde doit jouer le rôle de pilier au sein de l'OCS, mais il est aussi nécessaire pour la Chine et la Russie d'équilibrer les intérêts du Pakistan. Li Mingwang préconise avant tout un renforcement de la construction politique de l'OCS afin d'améliorer ses mécanismes dialogue et de coordination. Cela passe par l'établissement d'une confiance mutuelle, en particulier au niveau militaire. Pour le moment, rappelle Li Minwang, l'OCS est en effet encore dépourvue de mécanisme permettant d'éviter un conflit ouvert entre ses membres.

WANG Zhimin (王志民)<sup>15</sup>, CHEN Yuanhang (陈远航)<sup>16</sup>, « **La coopération sino-russe dans la construction de la route de la soie polaire : opportunités et difficultés** » (中俄打造“冰上丝绸之路”的机遇与挑战), *North East Asia Forum* (东北亚论坛), n°2, mai 2018, pp. 17-33.

Ce long article revient en détails sur la coopération sino-russe dans la zone arctique. Cette coopération, dont la genèse remonte à près d'un siècle, a été réactivé à l'initiative des Russes dans le cadre d'un nouveau projet de réseau de transport commercial dans la région eurasiatique. Le projet a ensuite été intégré par le gouvernement chinois dans le cadre de la BRI. L'objectif est d'étendre la route de la soie maritime du 21<sup>e</sup> siècle en créant et consolidant une route commerciale reliant l'Asie, l'Europe et l'Amérique à travers quatre océans (le Pacifique, l'Atlantique, l'Arctique et l'Océan Indien). La « route de la soie polaire » se concentre en priorité sur la « route maritime du Nord » qui s'étend sur près de 7000 km et correspond au passage Nord-Est le long des côtes de la Sibérie. Cette « route des glaces » revêt un enjeu stratégique très fort pour la Chine qui souhaite faire de l'économie maritime (ou « économie bleue ») un « nouveau moteur de croissance de l'économie chinoise ». La route est amenée à devenir le voie de transport commercial vers l'Europe la plus rapide et la plus économique, précisent les auteurs à l'appui de nombreuses données chiffrées. Outre la facilitation du transport maritime et l'investissement dans les infrastructures, le projet vise à étendre le partenariat entre la Chine et la Russie dans l'Arctique à tous les domaines de la coopération : le secteur énergétique et en particulier l'exploitation de gaz naturel liquéfié (GNL) avec le projet gazier Yamal, le partage des connaissances scientifiques et techniques sur la région, le tourisme polaire, la protection écologique, ... L'article met toutefois en garde contre les risques géopolitiques auxquels est confrontée la coopération sino-russe dans la région arctique et en particulier la concurrence féroce pour les ressources énergétiques entre les différentes puissances du monde. En outre, la construction de la route de la soie polaire pourrait être affectée par la concurrence militaire américano-russe et l'évolution de la question nucléaire en Asie du Nord-Est. Les auteurs soulignent à ce titre la nécessité pour la Chine et la Russie de mettre en place un mécanisme d'alerte précoce et un plan d'intervention. L'article évoque également les nombreuses divergences entre les membres du Conseil de l'Arctique au sein duquel la Chine, qui a un rôle d'observateur, aurait des difficultés à faire entendre sa voix. Les auteurs appellent la Chine à la faire davantage entendre en encourageant l'ouverture des voies commerciales permises par la fonte des glaces tout en veillant à respecter l'écosystème de la région.

15 - Directeur du centre de recherche sur la modernisation de la Chine et la mondialisation de l'Université d'économie et de commerce international de Pékin (UIBE).

16 - Assistant de recherche à l'UIBE.




AN Chunying (安春英)<sup>17</sup>, « **La coopération sino-africaine sous la perspective de la sécurité non traditionnelle** » (非传统安全视阈下的中非安全合作), *Contemporary World* (当代世界), n°7, mai 2018, pp. 50-53.

Afin de promouvoir le projet de la Belt and Road Initiative (BRI) en Afrique et défendre les intérêts chinois et africains, la Chine doit de manière urgente renforcer sa coopération avec l'Afrique dans le domaine de la sécurité, estime An Chunying. Pour faire face aux diverses menaces de sécurité non traditionnelles en Afrique, le chercheur met en avant le modèle de coopération chinois fondé sur les principes de multilatéralisme, de non-ingérence dans les affaires africaines, et de « développement-sécurité » (发展—安全). Ce dernier concept repose sur l'idée selon laquelle la sécurité et la stabilité de l'Afrique dépend beaucoup de son degré de développement. Le chercheur oppose l'approche chinoise à celle des pays occidentaux comme les États-Unis ou la France qui mènent en Afrique des actions militaires unilatérales et s'ingèrent dans les affaires de sécurité internes du continent. Si les approches sont très différentes, An Chunying insiste toutefois sur la nécessité de trouver un terrain d'entente avec ces pays qui partagent des intérêts de sécurité communs avec la Chine. Plus concrètement, il convient de renforcer davantage la participation de la Chine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le domaine de la sécurité non traditionnelle, envoyer en Afrique plus d'agents spécialisés dans le domaine de la gestion de crise ou encore soutenir financièrement les pays africains pour améliorer leurs capacités en matière de prévention des conflits. Il s'agit également de fournir des formations techniques, mettre en œuvre des programmes d'échange dans le domaine de la sécurité alimentaire et la santé publique et enfin, promouvoir la paix régionale par le développement et notamment la BRI, la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union africaine et du « Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique ». L'auteur explique en guise de conclusion que si la Chine veille à ce que l'Afrique soit le seul vrai maître à bord, elle souhaite évidemment faire entendre la « voix chinoise » et faire rayonner « la sagesse et la moralité de la culture politique chinoise ».

---

17 - Chercheur à l'Institut d'études africaines et du Moyen Orient de l'Académie chinoise des sciences sociales.



XIAO He (肖河)<sup>18</sup>, « **La gouvernance de la sécurité privée internationale et la protection des intérêts de la Chine à l'étranger** » (国际私营安保治理与中国海外利益保护), *World Economics and Politics* (国际政治经济学), n°1, 2018, pp. 94-116.

Xiao He dresse dans son article un historique du développement du secteur de la sécurité privée dans le monde en comparant le cas des pays occidentaux à celui de la Chine. Les sociétés de sécurité privée chinoises à l'international se sont développées beaucoup plus tardivement qu'en Europe ou aux États-Unis, soit au début des années 2000. Elles restent aujourd'hui confrontées à de nombreuses difficultés qui ne leur permettent pas de répondre aux besoins croissants de la Chine en matière de sécurité à l'international. En premier lieu, le secteur fait encore l'objet d'une certaine frilosité de la part du gouvernement chinois. Malgré une légitimation officielle de leur utilité, leur développement est entravé par le maintien d'un certain scepticisme des autorités à leur égard et un très fort degré d'intervention étatique hérités de la culture politique de l'État communiste chinois. Si le gouvernement a tenté d'ouvrir davantage le marché, notamment en 2010 avec l'adoption par le Conseil des Affaires de l'État des Règlements sur la gestion des services de sécurité puis avec l'adoption de la BRI en 2013, le domaine de la sécurité privée en Chine reste encore très fortement marqué par une collusion avec les gouvernements locaux à tous les échelons administratifs. En outre, un grand nombre de sociétés manquent encore d'expérience à l'international et leur niveau de professionnalisme ainsi que leurs capacités matérielles sont assez limités, notamment dans le cas de missions dans des environnements complexes. La majorité de ces entreprises ignorent assez largement les normes internationales. En octobre 2017 par exemple, seules quatre entreprises chinoises étaient membres de l'association du code de conduite international des entreprises de sécurité privé.

---

18 - Chercheur à l'Institut d'économie et de politique mondiale de l'Académie chinoise des sciences sociales.



